

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LA CRISE DES JEUNES S'APPELLE EUROPE

de Luciano Bolis

Président de la «Maison de l'Europe» - Rome

La notion de «crise» se généralise, et s'applique désormais à lieu des milieux et des domaines, sans distinction de frontières, bien sûr! Mais là où le bât blesse davantage c'est sans doute les jeunes, qui subissent une crise qu'ils n'ont pas concouru à faire naître et vis-à-vis de laquelle ils se trouvent plus que d'autres, à cause de l'âge, désarmés et dépourvus. Ce ne sera pas la moindre de nos responsabilités...

En effet, la crise aiguë que traversent actuellement les jeunes dans notre société n'est que la conséquence directe et le reflet d'une crise plus générale et diffuse, dont la génération des adultes porte la lourde responsabilité. Nous vivons aujourd'hui une crise économique de dimension mondiale; mais en Europe cette crise est avant tout une crise de civilisation.

Le manque d'unité condamne les Européens à l'impuissance. Mais s'ils étaient capables de surmonter, pour commencer, leurs souverainetés monétaires nationales, ils pourraient devenir la première puissance commerciale du monde, apportant ainsi une contribution décisive à la solution de la crise

du dollar et à la fondation d'un nouvel ordre international.

Mais il y a plus. L'inflation et le chômage sont des maux dont les racines profondes doivent être avant tout cherchées dans la désagrégation de la société civile, dans la prééminence de l'esprit de corporation des catégories et dans la supercherie des forts sur les faibles. Aujourd'hui, ce qui est en cause c'est l'idée même de solidarité entre Européens et il faut donc chercher un nouveau sentiment de la communauté et de l'Etat.

Aucune relation civique ne sera possible si notre société n'est ressentie que comme un agrégat d'individus isolés et si l'Etat ne se base pas sur le devoir de chacun envers les autres.

A l'analyse de cette crise qui nous prend tous à la gorge s'est consacrée récemment, entre autres, la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, qui a approuvé à l'unanimité une résolution de sa Commission culturelle et sociale sur «les jeunes dans la cité», où des propositions très fermes sont adressées aux

gouvernements et aux institutions internationales de la jeunesse, afin de rendre possible une solution aux problèmes qui nous angoissent.

Dans l'exposé des motifs du rapporteur Emile Désirant qui accompagnait la résolution, on lit notamment qu'«il faut réagir à cette crise en se donnant le courage de proposer des réformes capables d'orienter la pensée et l'action, surtout des jeunes, vers les principes fondamentaux de la cohabitation et de la contribution de chacun à la liberté et à la justice de tous et pour tous. Le processus d'une nouvelle fondation de la société et de l'Etat occupera, certes, plusieurs générations et n'aura pas une signification décisive que pour les seuls Européens, mais pour tous les peuples, notamment ceux du tiers monde qui regardent aujourd'hui vers l'Europe comme vers leur allié naturel dans leur lutte contre la misère.»

Certes, on ne doit pas se faire d'illusions sur les grandes difficultés qui restent à surmonter pour atteindre ce but; mais il faut de toute façon essayer, même avec des propositions apparemment utopiques, car la

véritable faute de la vie politique actuelle c'est d'être incapable de faire penser à l'avenir. Une suggestion irréaliste aujourd'hui, mais apte à susciter des espoirs, pourra apporter des fruits demain.

Les jeunes, malgré leur masque sceptique et, pour certains, leur fréquent recours à la drogue ou à la violence pour se soustraire aux responsabilités ou pour s'affirmer à tout prix, ne sauraient repousser ce chemin ardu si nous osions le leur présenter avec cohérence.

Ce serait, bien que difficile, le seul moyen de les remettre sur une voie leur donnant enfin cette sécurité en soi et dans les autres dont «ils ont désespérément besoin».

Ce n'est qu'en s'unissant vraiment, sur le plan des sentiments et des réalités politiques, que l'Europe saura fournir ce cadre de référence stable et rassurant que cherchent inconsciemment les jeunes, pour combler la vide d'espoir qui caractérise encore leur avenir.

L.B.

COURS DE LATIN PARLE 1984

La Fondation Européenne Dragan et l'Università Popolare Romana, organisent aussi pour l'Année 1984 un Cours gratuit et sans l'usage de textes scolaires de latin parlé.

Les leçons seront tenues, comme les années précédentes, par le Pr. G.F. Barbalace.

Pour toute information et pour l'inscription, prière de s'adresser au secrétariat de la Fondation Européenne Dragan, Foro Traiano 1/A, Rome - Téléphone: 06/6797785 - 6780948.

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE FACE A SA SIDERURGIE

de Paul van Oye
Président de l'Institut de Recherches et d'Etudes Européennes

Les bases de la politique sidérurgique européenne ont été posées, faut-il le rappeler, dès 1951 par l'institution de la C.E.C.A. - Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Ces deux secteurs - le Charbon et l'Acier - stratégiques, du moins à l'époque, devaient ainsi être soustraits à la concurrence mutuelle des Etats membres et les autorités européennes se voyaient attribuer de larges pouvoirs d'intervention. La sidérurgie, jadis fleuron de l'industrie européenne, doit faire face, et ce depuis 1975, à un recul structurel progressif. Il nous faut donc distinguer trois phases dans l'histoire de la sidérurgie européenne moderne.

1. 1975-1980 OU LA COOPERATION VOLONTAIRE

Si, jusqu'en 1974, l'action de la C.E. a consisté surtout à assister indirectement le secteur de la sidérurgie, le déclin de ce secteur, observé depuis cette même période, a poussé les entreprises sidérurgiques à réagir d'une manière assez individualiste à l'affaiblissement du marché.

Notons néanmoins que, faisant en quelque sorte fi du principe d'unité prôné par la CECA, les grandes aciéries allemandes, néerlandaises et luxembourgeoises se sont regroupées sous la forme - officieuse certes - du cartel DENELUX.

Cette prise de conscience que seule une solidarité au niveau européen pouvait encore permettre une restructuration efficace, a amené, en 1976, seize grandes entreprises européennes à s'intégrer dans l'EUROFER. Dès 1977, et sur l'insistance de l'EUROFER, la Commission européenne intervenait pour la première fois d'une façon directe par le truchement du PLAN DAVIGNON.

Ce plan reposait sur deux principes:

- a) un système de *limitations volontaires* des livraisons d'acier sur le marché européen;
- b) l'instauration de *prix minimaux obligatoires* et de prix indicatifs recommandés.

Parallèlement, et dans le but d'éviter que les importations des pays tiers ne réduisent à néant ces efforts, des *accords bilatéraux* en matière de quantités et de prix étaient conclus avec ces mêmes pays tiers. L'ensemble des mesures prises visait, avant tout, à permettre aux entreprises d'éponger leurs pertes à court terme et de reprendre leur souffle en leur assurant une protection pour mener à bien l'indispensable restructuration par une modernisation de l'outil et une réduction des capacités de production.

Hélas, en 1980, le retrait d'un des plus importants producteurs allemands du groupe Eurofer et, d'autre part, l'effondrement de la demande - avec en corollaire une guerre des prix - ont porté un coup fatal au plan Davignon.

2. LA CRISE MANIFESTE

Cet échec a acculé la Commission européenne à avoir recours à l'état de «*Crise Manifeste*», ultime remède prévu par le Traité de la CECA qui permet:

- de fixer et de rendre *obligatoire* les *quotas* de production;
- de *réprimer*, par de lourdes amendes, tout dépassement desdits quotas.

D'autre part, les accords en matière d'importation sont également restés en vigueur. Mais...

Au 1^{er} juillet 1981, seul un accord volontaire a pu être réalisé par l'entrée en vigueur d'un système *mixte* composé de *maxima volontaires* et *obligatoires*: en fait,

les quotas de production étaient complétés par des quotas de livraison pour le marché européen et les mesures de contrôle de prix ont été durcies.

Rappelons qu'à cette même date, deux autres accords entraient en vigueur et étaient relatifs:

a) à un nouveau *code des subventions*:

Toutes les mesures d'aides publiques devaient être soumises, au préalable, à la Commission pour approbation.

Cette dernière ne les prenait en considération que si elles étaient étroitement liées à un programme de restructuration visant, à travers une réduction des capacités, à un rétablissement de la rentabilité.

De plus, il était prévu que toute aide publique devait prendre fin en 1986.

b) au *volet social* de la sidérurgie:

Qui dit réduction des capacités dit par là même diminution de l'emploi. Pour en adoucir quelque peu les conséquences, la CE décidait alors d'apporter une contribution financière au système de mise à la retraite anticipée et de chômage partiel (rien que pour la période 1981/84, un montant de 212 millions d'Ecus est engagé).

Cette contribution vient en plus des divers emprunts existants déjà pour la reconversion et la réadaptation professionnelle des sidérurgistes.

A la même époque, les monnaies des Etats membres subissaient divers ajustements, rallumant dès lors la guerre des prix. Cette dernière était encore accentuée par une surestimation de l'évolution de la demande.

La Commission européenne se voyait dans l'obligation de renforcer ses mesures anticrise par:

- 1) le renforcement du contrôle des prix;
- 2) l'expression des prix en ECUS;
- 3) une légère modification du système de limitation de la production: si l'obligation du respect des quotas devenait encore plus stricte, une possibilité d'assouplissement était néanmoins prévue et ce dans la mesure où l'évolution des marchés le permettait.

3. REALITES ET PERSPECTIVES:

Le point crucial de la sidérurgie européenne demeure son indispensable restructuration. Celle-ci devrait être fondée d'une part sur un assainissement et, d'autre part, sur une reconversion vers des produits plus ouvragés.

Cette restructuration ne peut être menée à bon port que par l'élimination des installations non rentables et par la modernisation de l'appareil de production.

Mais, cette restructuration a aussi acquis une large dimension politique.

En effet, chaque pays veut sauver *son* industrie sidérurgique et est prêt à y injecter d'énormes fonds publics. Et, comment ne pas y souscrire quand on sait que beaucoup d'anciennes régions sidérurgiques dépendent de cette seule industrie et qu'une perte, même partielle, de cette industrie aurait des conséquences sociales incalculables. On comprend d'autant mieux les tendances nationalistes des Etats membres; tendances auxquelles la Commission européenne ne semble guère avoir d'atouts à opposer.

Les entreprises n'ont pas tiré profit des plans élaborés pour concrétiser leur restructuration, pour faire cette «cure d'amaigrissement» tellement nécessaire. Leur situation s'est encore détériorée à un tel point que les plus performantes, les plus efficaces se voient maintenant contraintes de recourir aux aides financières - directes et indirectes - de leurs pouvoirs publics.

Petit à petit, on prend néanmoins conscience de l'absolue nécessité d'une réelle «EUROPEANISATION» de l'industrie sidérurgique, et de ce que sa seule chance de survie réside dans la mise en place de dimensions certes plus modestes mais aussi répondant à des critères de qualité propres aux industries de transformation.

La base essentielle sur laquelle devra reposer cette mutation devrait être celle de la viabilité financière à long terme.

Ce point de vue semble accepté par toutes les parties: serions-nous sur la bonne voie?

P. van O.

JEAN REY: père spirituel de l'Europe de demain

de Francis Dessart

Lorsque Jean Rey s'est éteint le 19 mai 1983, nombreux furent les journaux à rendre un vibrant et mérité hommage à cet éminent homme d'Etat européen dont la carrière fut si brillante.

Effectivement, peut-être encore plus que d'autres grands noms de l'Europe, on peut affirmer que Jean Rey fut le véritable père spirituel de l'Europe communautaire d'aujourd'hui et de demain.

L'engagement personnel de Jean Rey était global et il est impossible - pour comprendre son évolution politique et spirituelle - de dissocier les multiples aspects de sa pensée.

Homme des grandes synthèses, penseur de haute volée, Jean Rey apparut parfois à l'opinion de son temps - sur laquelle il était nettement en avance - comme un paradoxe. Mais la réalité était tout autre: ce qui paraissait contradictoire était complémentaire pour un esprit de sa valeur. Un exemple parmi d'autres: Jean Rey était à la fois régionaliste wallon, européiste et mondialiste. Était-ce là une contradiction? Non, car pour lui il s'agissait d'étapes qui se succédaient et se fécondaient mutuellement: le régionalisme se concevait dans le contexte d'une future Europe unie qui, elle-même, était une sorte de catalyseur d'autres unifications préparant un monde uni et en paix.

Jean Rey fut toujours un pacifiste convaincu et les commentateurs qui s'abstiennent d'analyser sa pensée religieuse ne comprendront pas la totalité de cet engagement humaniste. Jean Rey était issu d'une longue lignée de pasteurs réformés. Il était très croyant, mais son protestantisme s'ouvrait résolument au dialogue oecuménique. Ferme sur ses convictions, il acceptait volontiers celles des autres. Son pacifisme était

d'essence évangélique. Il milita pour la Société des Nations et la réconciliation avec le peuple allemand dès avant la Seconde Guerre mondiale. Il haïssait la guerre, toutes les guerres et surtout leurs causes. En mai 1940, ses parents - le pasteur Arnold Rey et son épouse - furent victimes du bombardement d'Arras. Encore une raison pour haïr cette guerre. Mais Jean Rey n'accepta pas l'agression nazie contre la Belgique. Son patriotisme l'amena à être incarcéré par le Reich au fameux château de Colditz, réservé aux prisonniers les plus contestataires. Honoré à la Libération, Jean Rey resta intimement pacifiste et dès les années cinquante - comme avocat et homme politique - il défendit vigoureusement les droits des premiers objecteurs de conscience belges que leurs motivations aient été évangéliques ou morales.

Jean Rey était-il un homme de parti? Oui et non ... *Oui*, car il adhéra très jeune au parti libéral et se lança dans la politique communale puis nationale, comme député et ministre. *Non*, car il plaça toujours ses convictions avant les disciplines de parti artificielles. Ainsi sa défense des objecteurs de conscience et son pacifisme n'étaient pas partagés par ses «amis politiques». De même, il rallia l'opposition libérale au soutien au ministre des Affaires étrangères de l'époque - un social-chrétien - qui négociait les accords du Traité de Paris. Et il s'entendit avec le socialiste Paul-Henri Spaak pour insuffler à la Belgique une politique européenne avant et après la signature des Traités de Rome. En politique internationale, il appuya la décolonisation, puis soutint la politique de coopération qui allait aboutir aux actuelles Conventions de Lomé, de concert avec un autre grand libéral

européen, à savoir Gaston Thorn. Et, lors des événements du Moyen-Orient, son attachement à la justice et à la fraternité lui fit présider de nombreux colloques destinés à promouvoir le dialogue entre l'Europe et les pays arabes.

Libéralisme, chez Jean Rey, signifiait *indépendance d'esprit*... Il faut comprendre que *son éducation protestante* avait été le fruit de l'idéal profond de son père, le pasteur Arnold Rey. Ce dernier n'était pas un fondamentaliste mais plutôt un adepte de la théologie libérale qui, au sein du protestantisme, se singularise par son *ouverture intellectuelle* et sa *tolérance*, voire même son *libre examen*.

C'est, en outre, *l'optimisme* qui caractérisait le mieux Jean Rey et s'il était patient dans la réflexion, il était impatient dans l'action. Il croyait à son idéal et voulait le concrétiser. Grâce à Dieu, il fut député au Parlement européen élu au suffrage universel: ce fut là une victoire symbolique mais qui ne le satisfaisait pas. Il voyait encore plus loin: *l'Europe unie, réellement et complètement*...

«Il faut de la foi et de l'optimisme pour entreprendre de grandes choses», disait-il. Il accomplit de grandes choses et assumait des tâches politiques ou académiques élevées - docteur honoris causa de plusieurs universités, président d'honneur de l'Institut des Relations Diplomatiques, président du Mouvement Européen, entre autres - mais Jean Rey resta *un homme simple*, accessible, encourageant pour les jeunes partageant son idéal, attaché à sa région comme à son Eglise. Partageant les convictions tant spirituelles qu'euro-péennes de Jean Rey et ayant eu le privilège de le fréquenter lors de nombreuses rencontres européennes, j'en ai gardé le souvenir d'un *grand monsieur* qui fut surtout un *brave homme*. Des politiciens pourront à leur guise se réclamer de lui: peine perdue car il les dépassait tous et aucun n'arrivera à l'égaliser dans les circonstances actuelles. Jean Rey était un phare surplombant les vagues changeantes des palinodies politiciennes. Il le restera ... Adieu, Monsieur le Président. Merci et à Dieu!

F. D.

VIENT DE PARAÎTRE:

Une étude du professeur Francis Dessart vient d'être publiée sous le titre «*Dynamique participative et philosophie de la communication au regard de l'impératif oecuménique*»; une contribution aux questions à l'ordre du jour de la sixième assemblée du Conseil Oecuménique des Eglises qui s'est tenue à Vancouver (Canada).

Il s'agit d'une publication éditée par le Service Oecuménique des Réfugiés du Centre Social Protestant (4 rue du Conseil, B. 1050 Bruxelles - Belgique). L'auteur l'a dédiée *en hommage à la mémoire de Jean Rey* qui, outre le grand Européen qu'il était, figurait parmi les grands noms du protestantisme et de l'oecuménisme.

FEDERALISME OU AUTODESTRUCTION

Réponse à Erwin Sennhauser

de Luciano Bolis
Vice Président du M.F.E.

Le «Bulletin Européen» a le mérite d'avoir suscité un débat sur l'Europe, auquel je participe en me référant notamment à l'article d'Erwin Sennhauser «Désir pieux et réalisme politique», paru dans le numéro de juillet dernier, dont j'ai apprécié l'esprit de synthèse et la clarté.

Appartenant moi aussi à la petite famille des fédéralistes dont Sennhauser se réclame également, il est normal que je partage la plupart de ses considérations, notamment les responsabilités des partis politiques, incapables de réaliser leurs idéaux; l'égoïsme qui inspire leur pratique quotidienne; le caractère foncièrement nationaliste de leur action (mais il y a aussi, notamment dans l'économie, des poussées allant dans l'autre sens: par exemple les «multinationales», qui échappent à tout contrôle démocratique grâce à un système politique incapable de l'exercer); notre responsabilité vers l'évolution du tiers monde; le chaos généralisé qui nous attend en l'absence d'une restructuration mondiale que seul le fédéralisme pourrait assurer; la carence de notre système politique face aux immenses progrès réalisés dans le domaine technologique; l'urgence d'inventer de nouveaux modèles de société et de modifier notre façon de penser; la nécessité d'accepter le fédéralisme pour éviter l'autodestruction; l'unification de l'Europe comme première étape vers l'unification du monde; le caractère global des solutions devant répondre à des problèmes désormais planétaires, etc., etc.

Inutile de répéter ce que Sennhauser a déjà si bien écrit, ou d'y ajouter des considérations supplémentaires qui, pour l'essentiel, ne me paraissent pas nécessaires.

Sauf sur un point. A mon avis Sennhauser, qui est, à juste titre d'ailleurs, si sévère avec les partis, ne l'est pas assez avec ce qui se trouve à l'origine même des partis, de leur action et de leurs défauts: je veux dire l'Etat, ce monstre que nous avons hérité d'une époque historique périmée, mais qui continue d'inspirer et de déterminer tous nos actes, sans même que nous nous rendions compte, comme cela peut être le cas des oeillères pour un cheval (un cheval apprivoisé peut-il imaginer une autre façon de voir que celle que lui permet la présence des oeillères qu'on lui a depuis toujours imposées? pouvons-nous imaginer une autre façon de faire de la politique que celle que nous faisons depuis toujours dans le cadre restreint de nos Etats?).

L'Etat ne signifie pas seulement ce qu'il est en soi, c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, le cadre fondamental et contraignant de toute activité humaine, mais l'absurde système que forme l'ensemble des Etats, où la vieille notion de souveraineté les érige l'un contre l'autre, dans l'illusion dangereuse de ce qu'on appelle abusivement «droit», mais qui dans la réalité de toutes les générations et de tous les jours se présente plutôt comme déchaînement de la violence, loi du plus fort, politique de puissance, raison d'Etat et anarchie internationale.

Sennhauser a vécu, avec moi, aussi l'expérience du Congrès du Peuple Européen qui, sous la conduite de Spinelli, était déjà arrivé, il y a 25 ans, à ces mêmes conclusions; et je suis donc sûr qu'il me comprendra. Mais je pense en plus que ces choses-là il faut aussi les dire; car, comme Einaudi nous l'a

appris le premier, la racine de tous les maux est cette souveraineté absolue que, contre toute logique, nos Etats prétendent toujours détenir séparément, alors qu'ils devraient plutôt s'accorder pour l'exercer en commun; et ce serait le fédéralisme à l'échelle de l'Europe et du monde, c'est-à-dire exactement ce dont ils ne veulent pas, ...sous peine d'en faire payer à nous tous, en deuils et en ruines, les conséquences que l'on sait.

Ceci dit simplement pour compléter un aspect de la pensée de Sennhauser qui lui a peut-être échappé au moment de sa rédaction, je voudrais maintenant faire état du seul point de désaccord qui me sépare de lui; non pas en tant que philosophie politique destinée peut-être à s'affirmer un jour, mais comme indication stratégique à réaliser *hic et nunc*.

Lorsque Sennhauser postule une reconstruction spirituelle et une action politique en direction de la fédération européenne, je suis naturellement d'accord avec lui; mais il demande aussi, en les croyant difficilement réalisables par les partis politiques, «que les fédéralistes s'unissent donc avec d'autres groupes régionalistes et autonomistes, activistes de la paix et des droits civils, écologistes, militants pour les droits des femmes, pour former des alliances électorales, pour secouer ainsi l'opinion publique; mettre sous pression les autres partis et pouvoir participer activement, à tous les niveaux, dans les communes et dans les régions, à la détermination de l'ordre public». Et là je ne suis plus d'accord.

Sur le plan pratique, il faut avouer que les deux expériences menées jusqu'à maintenant dans cette direction - celle, déjà mentionnée, du Congrès du Peuple européen, ayant fait suite à la chute de la Communauté Européenne de Défense en 1954, et les premières tentatives d'alliance électorale déjà réalisées ça et là en Europe dans le sens sus-indiqué au cours des dernières décennies, y compris l'élection européenne de 1979 - n'ont pas été probantes. Donc je vois mal pourquoi nous devrions les renouveler, tant que les conditions objectives de leur insuccès n'auront pas été éliminées, ce qui ne me paraît pas être le cas.

La perspective de Sennhauser reste sans doute ouverte, car nul ne peut savoir d'avance les chemins que prendra l'histoire et la matière dont sera tissée la toile de l'avenir. Mais il ne faut pas prendre les vœux de l'esprit, si respectables soient-elles, pour des réalités, et aujourd'hui la réalité en Europe est toujours celle des Etats et des partis, que nous connaissons bien car ils constituent la toile de fond même de notre vie.

Le reste c'est peut-être l'avenir, mais il n'est certainement pas le présent, sur lequel il faudra bien encore s'appuyer pour en dégager l'esprit nouveau et les réalités nouvelles dont nous avons besoin. Ce n'est pas seulement l'économie, mais la sociologie également qui influence la politique!

Un effort bien complexe, mais enraciné dans ces réalités, est celui qu'accomplit actuellement le Parlement européen de rédiger un nouveau projet de traité portant à la création d'une Union européenne appelée à remplacer et à améliorer la situation des Communautés actuelles, qui se ressentent de plus en plus de l'optique erronée (économiste et fonctionnaliste) de leurs six premiers Etats-membres fondateurs, et qui de toute évidence ne paraissent plus en mesure de faire face aux nouveaux défis auxquels le monde se trouve aujourd'hui confronté.

L'initiative constituante du Parlement européen devra, pour se réaliser, passer par la phase difficile de la ratification des Etats intéressés, ce qui suppose le consensus de leurs majorités parlementaires, à savoir des partis. Le moment serait donc mal choisi d'entrer en polémique avec ce monde, en animant des perspectives concurrentielles dont il serait le premier à faire les frais.

Pour tous ceux qui ont à coeur le sort de l'Europe, le devoir de l'heure est de s'employer sans relâche et sans faille à augmenter les chances de succès d'une opération derrière laquelle domine toujours l'ombre de Spinelli et qui, dans la présente phase historique, représente la *seule* chance réelle de sortir d'une impasse angoissante.

Toute diversion, y comprise celle dont Sennhauser s'est fait la défenseur, entraînerait fatalement le fâcheux résultat de diviser les forces et d'atténuer la tension.

Rome, décembre 1983

L. B.

THE NEW TORY ENGLAND

by Pietro Gerbore

Do institutions form men or do men shape institutions according to their impulses?. This is an old dispute which will never stop. Nowadays, in the British Islands, two women are shaping the fortunes of the nation.

During the now long reign of Elisabeth II, traits of the great-great grandmother Victoria have appeared: the steadiness of character, the impact of continuous presence, the innate connection with the national soul, the halo of authority which transfigures a banal physique, the combination of patriotic and supernational which no other president of republic is able to emulate. The importance of Queen Elisabeth in England was seen on the jubilee day when, on foot, she went through the way from the Cathedral to the City Hall where some policemen were walking, among the popular cheering.

The future historian will recognize in Mrs. Thatcher one of the four faces of the Tory Party in the last one and half century. The first one was given by Sir Robert Peel: son of an industrialist who had made fortune, he taught that many reforms were possible within the fundamental institutions as Crown and Church. Twenty years later Disraeli, a Venetian Jewish, turned the Tory Party into the national party above all, an imperial party which was a democratic party as well and which extended the right to vote. During World War II Butler elaborated a new doctrine and a new conservative action which allowed to compete for the vote of the mass.

Mrs. Thatcher is now building up the party which must allow England, whose richness and power have decreased, to deal with today's challenge in which all values of the european history are brought up for discussion again.

THE VOTE AS RATIFICATION

On June 9th, 1983 *two thousand and five hundred* candidates offered themselves to the elector in order to cover *six hundred and fifty* seats at the House of Commons. The electoral system, that is the single-member constituency in which the highest number of votes collected on a candidate decides the attribution of the mandate, allows a party which receives the 20% of votes all over the Country to scrape together only a small number of mandates. This system is, surely, unfair but it assures the working of the assembly. This is one of the anomalies of the British democracy which assure its efficiency.

Mrs. Thatcher's personality dominated the electoral campaign. She filled the stage as nobody had done after Winston Churchill: the ministries around her played the part of pupils. Observers reported the impression she was less beloved than admired but her certainty, her belief in the future of England overwhelmed the mass. A typical phenomenon of the British history repeated itself: like Peel, son of a worker ascended to entrepreneur, and like Disraeli, son of a Jewish recently baptized, this pharmacist's daughter steadily believed in a historical mission of her Country which the Tory Party was the depositary of. Although trained in Oxford, with a prodigious effort, that woman of iron talked the language the mass better understood.

With a number of votes lower than the 1979 one Tories won a majority which had never been seen after 1945. Observers agreed upon attributing this triumph to three causes: to Mrs. Thatcher's personality, to the plain realism of her program and to the weakness of labourist opponents. The elector had the feeling to find a steady and certain profession of faith in the Tory Party. The party in power did not show off an utopia to him but it spread

the carrying on of a policy which certainly did not lead to land of plenty and neither did it to bankruptcy. Mrs. Thatcher promised the stabilization of pound purchasing power by the bitter therapy of a high unemployment. A *thirteen per cent* of unemployed workers confronted themselves with an *eighty-seven per cent* of English at work whose real income had not decreased after 1979. Among those there was the real reservoir of votes. Mrs. Thatcher, shrewd politician, gave the electoral mass an image inspiring trust, while labourist or socialdemocratic leaders gave the impression of intellectuals wide of the mark. This was an old resource of the Tory Party as well: it had always opposed that *horse sense* which was a hereditary virtue of the British people to the abstraction of Liberals and to the messianism of Labourists.

That vote was more than a success, it was a ratification of that ruling introduction Mrs. Thatcher had given before then, a mandate to get to the heart of her task.

THE ECONOMY

On June 9th the British elector had to choose between the fight against inflation at the cost of a continuous unemployment, a program of strong promotion with many risks for prices, or a careful promotion with a limited establishment of jobs.

The Socialdemocratic Alliance wanted to reduce the unemployment in which it noticed a result of the class-war in the industry, of the government restrictive policy and of the general reluctance to invest. It promised to have a million of workers go back to work in two years: road-system, hospitals, transportations would have absorbed it. A wise income policy had to avert the inflationary pressure of the Trade Unions. The idea of *partnership* would have taken the place of class-war by the participation of workers in the management and by the democratization of the Trade Unions.

Tories thought that unemployment was a lesson of realism to the Trade Unions. They were on the point of reforming them by modifying the 1913 law and by introducing the secret vote both for the election of *leadership* and for the decision to go on strike. The party did not make great promises; it relied on the effectiveness of the market laws, even though, in the last year, they had not given good results. In reducing the *overmanning* in the factories, the *overregulation* and the *overtaxation* in the State, those old English perceived the «vis medicatrix naturae».

When, on June 13th, the Queen opened the new parliamentary session with the traditional pomp which warmed the heart of the loyal subjects, the speech from the Throne let everybody know that Mrs. Thatcher and the Tory Party stuck to their policy: there would not have been any breaking off in the economic policy. The government would have continued to fight against inflation, it would have checked strictly the expenses, it would have restored part of public field to private enterprise, it would have reformed the Trade Unions in order to interfere with the oligarchies developed so far. The voice of the old England was, in short, talking: austere, strict and sober.

An empire was lost in two stupid fratricidal wars, a large part of the national wealth was wasted in those foolish ventures. Old England still appeared in her insularity with those virtues which were compared to the pride, to the short-sightedness and to the self-centred overbearingness which had been the causes of failure.

THE NEW ELITE

Mrs. Thatcher has soon shuffled the cabinet in which some past representative figures have disappeared and others in which the observers notice a new England have emerged. The distinctive feature of this new élite is the absence of women. Mrs. Thatcher is unique in the British politics; her closest collaborators and her probable successors are men. Let's start introducing them one by one.

Cecil Parkinson, who has been appointed Minister of Commerce and Industry, is con-

sidered the prototype of the new élite. Two years ago he was still unknown. The Falkland war made him the government propagandist. As Secretary of party he was appointed Minister without portfolio when Mrs. Thatcher took him in the restricted cabinet of war to counter-balance those who disagreed with her policy. Parkinson, in fact, was a «loyal servant of his Lady». He has not disappointed her. He is the typical new man she prefers: without social class, ready and effective in reply, active and industrious, maker of his own fortune. As propagandist and organizer he has shown his own talent. Now, for the first time, he is appointed to a Ministry which is, beside, difficult. Established by Heath in 1972 through the fusion of Commerce and Industry, it appeared uncontrollable and so dissolved again into its component parts by Wilson. Mrs. Thatcher is now re-forming it and Parkinson's future career depends upon the way he will make it work.

He was born in 1931 of a railway worker: with his iron will he got from public schools to Cambridge where he distinguished himself as runner. He is still now a sportsman who practices racing and sky. He is part of the parliamentary team which every year plays with the Swiss parliamentary team. After poor law studies, he worked as accountant and then as manager: with borrowed money he established his own firm which, after 1970 (when he entered into government), was disposed for a capital which allowed him and his family to live comfortably.

As Secretary of party, Parkinson succeeded in conferring it a new popularity it seemed to have lost.

Some people see a new Prime Minister in Leon Brittan, new Home Secretary. He is a society man, quick, kind, clever, able to express a banality with the highest preciseness and elegance who, however, conceals an ambitious man determined to have a successful career.

He is only 43 years old and what he will be able to do in his difficult Ministry decides whether his friend's prophecies come true. The Home Office is one of the most ticklish ministerial offices: criminality is rising, prisons are overcrowded, racial tensions are increasing. The relationship between Blacks and Police are very bad. Brittan will be compelled to take up definite positions and decisions regarding those actual matters that every British subject knows. He will not be able anymore to avoid the embarrassing questions of the members of Parliament by those elaborate and subtle technical explanations that he used to give as Chancellor of the Exchequer. He will be between two fires: that is, between conservatives who will claim the order defence and liberals who oppose that pressure.

Brittan is a virtuoso in the political dialectics: in front of the television cameras he has defended Mrs. Thatcher's monetary policy with high talent. So far, he has been able to be independent of both government wings.

His father was a Lithuanian immigrant who had studied medicine in Berlin. He made his way in public schools up to Cambridge, as well, where he studied law and where he was president of the Cambridge Union. In Yale, he devoted himself to psychiatry, psychoanalysis and political economy for a year. He made his successful debut as lawyer in London and, joined the Conservative Party, he supported the group of Sir Geoffrey Howe, present Foreign Secretary, a rather leftist group although orthodox in economy.

It was difficult for him to find a constituency; he was defeated twice and he became member of the House in 1974, when he was only 35 years old. He soon drew Mrs. Thatcher's attention to him and so she appointed him in her cabinet in 1976. He became Home Vicesecretary in 1979 and he entered into government as Vicechancellor of the Exchequer in 1981.

A foreign observer wrote that «Sir Geoffrey Howe (new Foreign Secretary) is the most colourless man in a cabinet of colourless men». Although he is a Welshman he does not own the two distinctive qualities of his region: temperament and talkativeness. He is a phlegmatic man and a boring speaker but this does not prevent this fifty-six-years-old politician from being clever, incorruptible and averse to publicity. As Chancellor of the Exchequer, probably, he just followed Mrs. Thatcher's instructions.

Howe is well-known for his conscientiousness: he deals with a problem as he used to do

with a law suit when he was lawyer. Mrs. Thatcher takes decisions intuitively, she badly controls her emotions and she is very moody. Howe, on the contrary, has a steady character, he does not have prejudices, he pedantically studies all details of a matter, he puts them in order and he thinks over them. Then he lets the Head decides.

The history of Howe's family symbolizes that social ascent Mrs Thatcher is fond of. His grandfather was a worker of Welsh steel-plants, active in the Trade Unions. His father became notary. Howe got scholarships up to Cambridge and then he became lawyer. He was very successful. He married to a well-off woman, active in the Tory Party, whose social standing was higher than his own. Today, Howe's position in the party is complex: he is rightist regarding the problems of economic policy, leftist regarding the social ones. His ideas on foreign policy are still unknown: he is surely in favour of British permanence into the European Community and into the Nato. Before, his competence was restricted to financial matters. We may be sure that also in the new cabinet he will be Mrs. Thatcher's docile instrument.

Nigel Lawseon, new Chancellor of the Exchequer, is a trader's son; he was Westminster's student in Oxford. When he was twenty-three he married to a co-heir of the Lypns restaurants and when he was twenty-nine he ran the Sunday Telegraph. He has a reputation for arrogance and he hardly puts up with those who do not share his intellectual interests. He creates the impression to consider his own opinion as the only one right. Born in 1932, he had always been very much rightist as regards economic matters. Elected to the House of Commons in 1974, he soon impressed Mrs. Thatcher and he was among the authors of her economic policy, after 1979; but his talent for making adversaries convinced Mrs. Thatcher to delay his promotion. His position in the Party is complex as well: he is rightist in the economic policy, leftist in the other matters. Once he expressed his political creed as follows: «I share the fundamental belief of the Tory Party according to which our world is wicked, filled with the original sin and there are not means or ways to improve it. I believe in the values of continuity, tradition and steadiness. I can not put up with utopies».

The Tory Party is, therefore, a centre of political forces which draws on all social levels unconcerned about racial and national origins on condition that they are addressed towards continuity, tradition and steadiness.

THE OPPOSITION

To the Tory Party, strongly installed in the government under its iron leader and surrounded by a staff of loyal followers, labourists oppose a gap of authority. The two parties of the socialdemocratic and liberal Alliance are wavering in front of future.

The liberal leader, David Steel, took a long vacation and he invited his followers to do without him for a while.

The Labourist Party elected a new leader during the congress held in October. The fight for Michael Foot's succession polarized on two persons: on the fifty-one-years-old Roy Hattersley and on Neal Kinnock who was ten years younger. The first one belonged to the right wing and he supported the British presence into the European Community as well as a multilateral way to nuclear disarmament; the other one, who had never been Secretary, moved from left to centre and he seemed inclined to correct his dislike for the Community.

Steel had been, for seven years, the leader of a party which regularly touched on the success but which every time failed to get it. The Alliance with dissident labourists allowed him to gain only six mandates. Naturally some of his colleagues held him responsible for failure. Meanwhile, among labourists the wear and tear of time, the ideological gap and the uncertainty about the way to take were noticed.

MANIFESTE INTEGRALISTE

Suite du numéro précédent

LA PROTESTATION DES MASSES

Le sens profond de la protestation qui se lève des masses populaires ne prend pas naissance uniquement d'une impulsion d'ordre matériel, mai aussi d'impulsions morales. Au fur et à mesure que les conditions économiques s'améliorent, augmentent aussi les raisons pour lesquelles les masses prennent conscience de leur propre force, visent à leur autonomie, leur responsabilité et à la liberté.

Les masses s'organisent au nom de besoins primordiaux et, au lieu d'atténuer leur aversion au système dont elles retirent les meilleures conditions de vie, elles l'accentuent dans la fallacieuse illusion que la simple conquête du pouvoir peut satisfaire les exigences morales dont elles prennent graduellement, mais nébuleusement conscience.

C'est pour cela que l'on peut dire que la rébellion des masses populaires est déterminée par une «incoscience» libérale qui a sa manifestation - extérieure et superficielle - dans la demande d'améliorations économiques idéalisées dans une formule de «justice sociale» qui est rêve et espoir. Un rêve qui est destiné à s'évanouir, quand les masses salariées découvriront que la «justice sociale», si elle est réalisée avec la méthode marxiste, est un idéal privé de force libératoire. En séparant le but de la technique, la fin du moyen, le marxisme a fini par mettre la fin (c'est-à-dire l'Etat) qui ne concède rien à la dignité de l'homme, réduit à un simple instrument d'une idéalité abstraite.

En d'autres termes: en confiant à l'Etat la tâche de réaliser la fin, Marx a fini par attribuer au moyen étatique une fonction de supériorité absolue qui ne laisse pas de place à la responsabilité de l'individu, à la liberté. Et le progrès moral étant le résultat d'un processus intime et libre de la conscience humaine, on ne comprend pas comment l'Etat - qui est le moyen dont on se sert pour conditionner le processus d'évolution des consciences - puisse spontanément renoncer à sa propre tâche, étant donné que s'il le faisait, les conditions qui engendrent ce processus cesseraient automatiquement. Un père ne peut pas être son propre enfant.

Et c'est ainsi qu'à la lumière de la vérité, le «saut dialectique» préconisé par Marx se révèle un authentique saut dans les cottes de mailles d'un Etat qui, ne permettant aucun choix autonome, ne fait que préparer la révolte des consciences.

ETAT ET SOCIETE

Selon Marx, le «renversement de la praxis» dérive du fait que le comportement de l'homme (la praxis humaine) n'est pas déterminé, mais seulement conditionné par le milieu et que, par conséquent, l'Etat, en tant qu'expression historique et changeable de la société (qui, à son tour, est un produit de la praxis historique), en suit le processus évolutif.

Mais l'Etat est déterminé par la société comme instrument, et comme tel tend à cristalliser - dans les structures et dans les schémas - l'image de la société dont il découle et dont la praxis a déjà été consumée. Il en dérive que l'Etat de cette société (dont la praxis historique a déjà été consumée) oppose une résistance naturelle et compréhensible au changement qui lui est sollicité par la nouvelle société, laquelle par l'action de la praxis en cours, le transformerait en un autre Etat différent de lui-même.

C'est là que se trouve le vide qui oppose l'Etat à la société, le moyen à la fin, le pays légal au pays réel et pose les prémisses d'un conflit que l'on ne peut guérir qu'avec l'avènement d'un nouvel Etat, expression et moyen de la nouvelle réalité.

Il est possible de parler, dans ce sens, de «renversement de la praxis, mais d'un renversement qui n'a rien de pacifique.

Quand on préconise l'avènement au pouvoir du prolétariat et la concentration dans les mains de l'Etat de tous les instruments de production, on ne fait que proposer un capitalisme d'Etat qui ne se différencie du capitalisme bourgeois que par son absolutisme et par la substitution des initiatives et des égoïsmes de chacun à l'initiative et à l'égoïsme d'un Etat bureaucratique; Etat dominé par un messianisme totalitaire qui justifie à soi-même l'emploi de la force au nom d'une perfectibilité humaine, qui est encore bien loin.

En agissant ainsi, on procède à la simple substitution du conducteur, au lieu de remplacer la machine. On ne substitue pas l'Etat parlementaire traditionnel à un autre, mais on le transforme en utilisant les schémas qui lui sont propres dans un totalitarisme de gauche qui, en pratique, n'a rien à envier à celui de droite et ceci parce que - ainsi qu'on l'a observé - quelles que soient les prémisses initiales, les résultats s'identifient. Ils s'identifient car «quelles que soient leurs prémisses initiales, les partis et les régimes totalitaires de gauche tendent invariablement à dégénérer en machine à gouverner privées d'âme, qui ne rendent plus aux principes originaux que des hommages purement hypocrites» (J.L. Talmon: «Les origines de la démocratie totalitaire» Calmann-Lévy, Paris).

D'autre part, si nous considérons les systèmes parlementaires actuellement en vigueur, nous nous apercevons qu'ils ne sont pas à même d'accueillir les exigences collectives et individuelles - les exigences sociales et celles de chaque individu - si ce n'est en ayant recours à des compromis qui, chaque fois, finissent par faire prévaloir les exigences des uns au détriment de celles des autres.

Il faut donc diriger notre attention à la découverte de ce nouveau droit, dont la source réside dans l'interprétation des rapports qui s'interposent entre nous et les autres.

En attendant il faut noter que la science, la technique, les moyens de production et de consommation, conditionnant notre mode de vie, laissent à penser que la société n'est pas exclusivement une somme d'individus, mais également une somme des fonctions que chacun de nous assume dans la société.

Si la société n'était qu'un ensemble d'individus, il serait naturel que les seuls moyens d'expression démocratique soient les associations d'«unités individuelles», comme le sont les partis politiques.

Mais s'il est vrai que lorsque l'individu agit d'une façon autonome il est, et demeure, une unité indivisible en tant qu'expression de synthèse du multiple par rapport à l'unité de sa propre conscience, il est également vrai qu'il ne l'est plus quand il entre en rapport avec les autres, c'est-à-dire avec la société dont il est une partie nécessaire et intégrante. Alors les nombreux éléments qui constituent son unité se différencient, se spécialisent, amenant chacun à prendre une attitude, idéale ou pratique, en harmonie avec les stimulants qui l'ont sollicité.

INDIVIDU ET SOCIETE

Et ce n'est que lorsqu'il se déplace de cette façon et vers ces directions que l'individu devient société et acquiert dans la société une valeur fonctionnelle.

La société de notre époque - technique, industrielle, dynamique, génératrice de masses, contrainte à évoluer dans les limites de projets institutionnels qui ne lui conviennent pas - ne peut pas avancer sans créer la confusion et le désordre, sans mettre en crise les institutions, sans en créer, ou tout au moins essayer d'en créer d'autres «illégalés» en opposition aux institutions existant déjà.

Il est inutile de se faire des illusions: nous vivons dans un monde qui pour survivre doit se vêtir de schémas institutionnels qui s'adaptent à lui-même. Nous vivons au beau milieu d'une grande révolution et si nous désirons qu'elle n'acquiert pas un sens de désordre et de destruction, nous devons, d'ores et déjà, prédisposer les éléments institutionnels, les projets capables de contenir, de commander, d'harmoniser les forces que la science appliquée a engendrées et qu'elle engendre dans notre vie associée, où tout ce qui est généralisé se dissout pour donner naissance à des spécialisations qui se recomposent en unités différenciées.

A ces conditions, il est pour le moins naïf de continuer à penser que seuls les partis politiques, et eux seulement, ont la force et la capacité démocratique représentative.

LES PARTIS POLITIQUES

Dans un monde où les forces créatrices de la société se déplacent et se regroupent dans des secteurs

bien différenciés, les partis politiques - enfermés dans leurs principes doctrinaires - ne s'aperçoivent pas qu'il ont été dépassés par la réalité. Et c'est ainsi que les partis politiques aujourd'hui, au lieu de représenter une incitation, représentent (bien que cela puisse sembler paradoxal) un obstacle à la formation éthique de la société; ils en retardent l'évolution naturelle vers le modèle suggéré par la nouvelle réalité.

Les schémas dans les limites desquels se déroule la vie politique - les partis - ont parcouru la «praxis» de la vie moderne, exclusivement en ce qui concerne le mouvement éminemment concentrateur de sa dynamique, de telle sorte que le système démocratique parlementaire glisse imprudemment sur un plan oligarchique, à tendance absolutiste, en tant que résultat objectif de la partitocratie.

Les partis politiques (ces partis que Piero Gobetti se figurait comme des «groupements inconsiderés d'hommes, établis sur la base d'intérêts de nature trop différente et quelquefois dangereuse») sont restés à l'état d'une expression particulière de la formation d'une société qui ne survit que dans les schémas mentaux d'une classe politique qui appartient à une génération disparue.

Tout comme le «moi» qui acquiert une personnalité propre quand il s'appuie sur l'expérience et rompt les ponts avec la tradition fossilisée, les partis politiques, pour être vraiment vivants, devraient s'inspirer de la réalité des rapports humains actuels, car la réalité historique poursuit son chemin sur la route des commandements suggérés par l'expérience et non pas d'une tradition désormais dépourvue d'une authentique valeur créatrice,

La dissolution et la recomposition en de nouvelles unités, le fait de passer de l'indéterminé au déterminé, de l'homogène à l'hétérogène, représente le processus typique de l'évolution. Il est à l'origine de la crise de notre temps et il ne nous reste qu'à en prendre conscience.

(Temps d'Europe)

Union pour la défense de la civilisation

ABONNEMENTS

Italie:

ordinaire lires 10 000
de soutien lires 30 000

Pays extra-européens:

ordinaire USA \$ 15
de soutien USA \$ 40

Autres pays européens:

ordinaire ff. 120 (ou contre-valeur dans une autre monnaie euro-
de soutien ff. 250 péenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1984. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «Bulletin Européen» - Foro Traiano, 1/A Rome.



LES UNIVERSITES EUROPEENNES S'INTERROGENT SUR LEUR AVENIR

Tel le Phénix, l'Université ne pourra survivre dans la société aux approches de l'an 2000 que si elle se montre capable de sans cesse se mettre en question pour mieux renaître. Partant du sentiment unanime que l'Université montre des signes d'inertie et d'inadaptation face à une situation économique et sociale évolutive, les 350 participants réunis à Strasbourg, du 7 au 9 novembre, pour la Conférence U-2000 du Conseil de l'Europe sur les politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche en Europe à l'approche de l'an 2000, ont ainsi posé le problème.

Repenser les missions de l'Université afin de répondre aux nouvelles exigences du monde d'aujourd'hui était l'objectif de cette conférence qui réunissait des représentants des 21 pays membres du Conseil de l'Europe de la Finlande et du Saint-Siège ainsi que des observateurs du Canada, d'Israël, de la Yougoslavie et des organisations internationales concernées.

Ces exigences, quelles sont-elles? A priori, il a paru difficile de les définir clairement dans une perspective à long terme, tant il est peu sûr de projeter la situation difficile actuelle dans les années 2000 et au-delà.

L'enseignement supérieur tel qu'il s'est développé au cours des années 60 et 70 ne répond plus aux besoins de la société dans son ensemble et la nécessité de l'innovation a été unanimement partagée, fut-elle radicale ou progressive.

Les défis que la société impose à l'université aujourd'hui ont été identifiés comme étant principalement l'évolution du monde économique, social et démographique. Ces défis affectent l'université dans ses structures et dans ses missions.

Dans ses conclusions, la Conférence a souligné en particulier l'importance des aspects suivantes:

1. Nécessité de développer la compréhension entre Européens en stimulant l'apprentissage des langues.
2. Développement de la notion de solidarité universitaire européenne par:
la création d'un Fonds européen de solidarité universitaire (alimenté par des contributions volontaires) pour soutenir les actions pilotes expérimentales (articulation enseignement secondaire et supérieur, introduction de propédeutiques, filières professionnelles)

- la participation de la recherche universitaire au projet de réseaux européens de «centres de référence» (définie dans le cadre de la proposition de convocation d'une Conférence des Ministres européens chargé de la recherche)
- 3. *Création de chaires d'eurologie* et de centres de documentation européenne dont le but sera d'analyser l'histoire (mémoire de l'Europe) et le rôle du droit dans la construction européenne en faisant une place particulière à l'enseignement des droit de l'homme dans les facultés de médecine, etc.)
- 4. Promotion par *des accords, des relations interrégionales universitaires européennes* (comme par exemple, les accords entre universités de Porto (Portugal), Galice (Espagne), Aquitaine (France), les universités du Bassin du Rhin supérieur, etc.)
- 5. Dans le contexte Nord-Sud:
 - création des *centres d'études* pour analyser, en coopération avec les spécialistes originaires des pays en développement, les problèmes et les besoins de leurs pays et les résultats des actions européennes entreprises notamment par le biais de thèses de recherche
 - promotion au moyen d'accord entre pays européens et pays en développement, de la *formation universitaire des cadres*
 - utilisation des nouvelles technologies de communication et d'information
- 6. Réaffirmation du rôle unique du Conseil de l'Europe pour la promotion de la coopération européenne dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier au travers de sa Conférence Régulière sur les Problèmes Universitaires réunissant les responsables des universités et des gouvernements.

ENRAYER LA VIOLENCE DANS LES STADES: LES MINISTRES EUROPEENS DU SPORT ADOPTENT DE NOUVELLES MESURES

Une série de mesures pratiques destinées à réduire la violence dans le public à l'occasion des manifestations sportives, notamment les rencontres de football, a été adoptée à Rotterdam lors d'une réunion informelle des ministres du Sport du Conseil de l'Europe.

Les mesures préconisées impliquent des sanctions plus sévères et une surveillance policière accrue à proximité et à l'intérieur des stades. Parmi les proportions pour application immédiate figurent:

- une coopération accrue entre les forces de police, les fédérations sportives et les clubs aux niveaux national et international afin de prévenir la violence,
- une présence suffisante de policiers tant à proximité immédiate que dans l'enceinte des stades et le long des voies d'accès empruntées par les spectateurs,
- la séparation des groupes de supporters rivaux,
- un strict contrôle de la vente des billets,
- une restriction de la vente des boissons alcoolisées,
- l'utilisation de récipients non dangereux pour toutes les boissons.

A plus long terme, les ministres recommandent aux gouvernements d'accorder leur aide financière pour modifier la structure des stades, afin de réduire les risques de violence. Ceci pourrait se faire en améliorant la sécurité des joueurs et des spectateurs, en permettant une canalisation plus efficace du public et en protégeant le terrain de jeu avec des barrières ou des clôtures.

Tout en reconnaissant pleinement l'indépendance rédactionnelle des médias, les ministres leur ont demandé de contribuer à la lutte contre la violence en mettant l'accent sur des exemples de fair-play plutôt qu'en se focalisant sur les incidents violents provoqués par le public ou les joueurs.

Les ministres ont réaffirmé l'autonomie des fédérations sportives nationales et internationales. Mais ils ont déclaré que le moment était venu pour une action conjointe des autorités publiques et sportives pour enrayer la violence parmi les spectateurs notamment lors de rencontres de football. Celle-ci sont en effet trop souvent marquées par la violence, comme le démontrent les incidents survenus ces dernières semaines, ont constaté des ministres.

Les auteurs d'actes de violence devraient être jugés rapidement et s'ils sont condamnés, subir une sanction appropriée, indique la Déclaration adoptée lors de la réunion à Rotterdam le 17 novembre 1983, présidée par le secrétariat d'Etat au Bien-Etre, à la Santé et à la Culture des Pays-Bas, M. Joop P. van der Reijden.

Les ministres du Sport ont par ailleurs discuté de la préparation de leur prochaine Conférence plénière qui se tiendra à Malte du 14 au 16 mai 1984, du renforcement de la coopération européenne dans le domaine du sport, du dopage et de quelques autres problèmes liés à la signature par les fédérations internationales de contrats d'exclusivité. Certains de ces sujets feront de nouveau l'objet de discussions à Malte.



LIVRES REÇUS

LA CONSTITUTION FISCALE ET MONÉTAIRE

Le 23 septembre, dans les locaux de la Fondation Européenne Dragan à Rome, le Pr Antonio Martino, Directeur Scientifique du CREA (Centre de Recherches Economiques Appliquées), a présenté le volume «La Constitution fiscale et monétaire» produit par le CREA.

On a assisté dans tous les pays du monde occidental, même si c'est dans une mesure diverse, au cours des deux dernières décennies, à la croissance incontrôlée de la dépense publique, souvent accompagnée de la débâcle financière croissante de l'Etat. *En Italie, la dépense du secteur public a*

augmenté, de 1960 à 1981, en termes nominaux de plus de 27 fois, en termes réels par tête d'habitant elle a pratiquement quadruplé, passant d'un peu plus de 30% du produit interne brut à plus de 50%. Pendant la même période, l'impasse budgétaire a augmenté de près de 140 fois en termes nominaux, et de près de huit fois en pourcentage par rapport au PNB.

«La nécessité de financer des déficits croissants du budget de l'Etat a rendu difficile la poursuite d'une politique monétaire d'équilibre. Dans cette optique, l'inflation n'a été qu'une des conséquences de la croissance des déficits publics, qui a également provoqué le déplacement des investissements productifs, la chute du développement et une augmentation inévitable du chômage.» (Martino et Del Colle).

La croissance de la dépense publique ne peut être expliquée simplement comme la conséquence normale d'un accroissement de la demande de «biens publics». En effet, «les activités pour lesquelles l'intervention de l'Etat est la plus justifiée sont celles où il n'y a pas la croissance de l'étatisme.» (Tullock).

Quant à la croissance de l'impasse, elle ne peut pas s'expliquer sur la base d'exigences politiques anticonjoncturelles du type keynésien; son allure constamment croissante confirme l'institution selon laquelle «même si l'on accepte un point de vue macro-économique strictement keynésien, les probabilités que soit mise en pratique une politique anticyclique correcte sont faibles.» (Romani).

Loin de conduire à une politique de bilan souple et s'inspirant à des exigences économiques objectives, «l'abandon de la règle de l'équilibre du bilan, produit par la théorie keynésienne, a déterminé une forme d'anarchie de bilan», avec pour résultat, qu'en pratique le bilan échappe à tout contrôle.» (Mc Kenzie).

Presque tous les partis politiques sont d'accord quant à la dangerosité de la situation, quant aux dimensions des dommages produits par l'explosion de la dépense publique et de l'impasse et quant à la nécessité d'une inversion de route. Les bonnes intentions n'ont toutefois pas produit, tout au moins jusqu'à ce jour, de résultats

appréciables, comme le confirme le fait que la dépense publique comme l'impasse ont continué à croître en 1982 pour atteindre, la première, 54,3% du PNB et, la deuxième, la valeur record de 16,3%. L'explication de cet échec doit être recherché dans le fait qu'il a manqué la conscience des causes dernières du phénomène. Les essais rassemblés dans ce volume se consacrent, justement, à l'analyse des causes de l'explosion de l'étatisme.

Bien que les façons de voir soient présentées de façon différente, les auteurs sont tous convaincus que la croissance exponentielle de l'étatisme et de la fiscalité n'est pas simplement imputable à l'incompétence de nos gouvernants, mais est, par contre, la conséquence prévisible, et prévue, du fonctionnement «normal» du système des encouragements politiques qui est typique de toute démocratie «illimitée», c'est-à-dire où l'activité financière de l'Etat n'est pas soumise à des contraintes constitutionnelles.

Il ressort clairement, à la lecture de ce volume que *si nous voulons vraiment corriger les dangereuses tendances en cours et sortir de la «crise» économique, nous devons passer d'un système basé sur l'arbitraire des autorités à un système gouverné par l'impartialité de normes constitutionnelles: c'est-à-dire que nous devons adopter une constitution fiscale et monétaire.*

«Un ensemble de règles fiscales et monétaires imposé et défini par la Constitution est une qualité requise essentielle pour que puisse exister une société tolérablement libre.» (Buchanan).

AUTEURS: James M. Buchanan, Gordon Tullock, Richard B. McKenzie, Franco Romani, Antonio Martino et Enrico Del Colle.

Titre de l'ouvrage: La Constitution fiscale et monétaire.

Envoi gratuit sur demande - CREA - Via F. Crispi, 1 - 00187 Rome.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

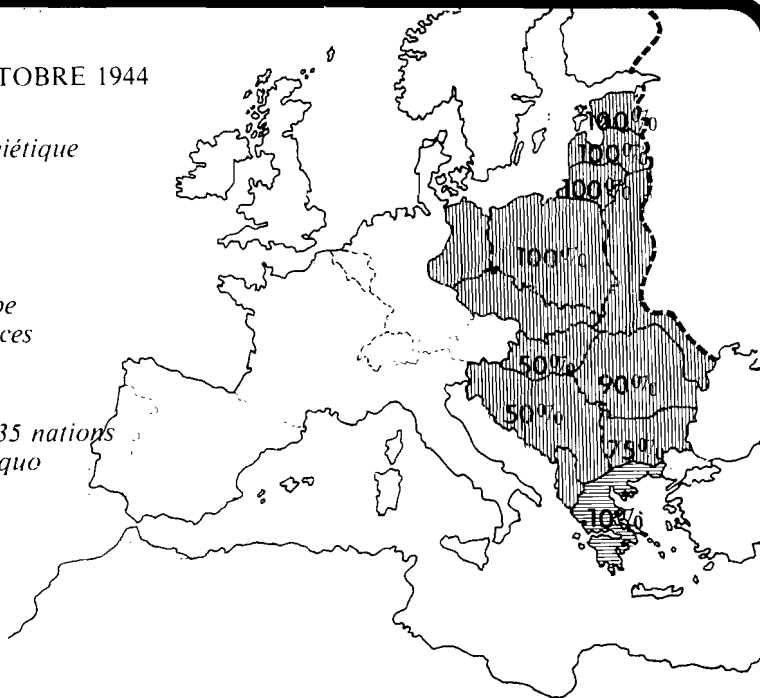
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>L. Bolis</i> : La crise des jeunes s'appelle Europe	1
<i>P. van Oye</i> : La Communauté Européenne face à sa sidérurgie	3
<i>F. Dessart</i> : Jean Rey: père spirituel de l'Europe de demain	5
<i>L. Bolis</i> : Fédéralisme ou autodestruction (Réponse à Erwin Sennhauser)	7
<i>P. Gerbore</i> : The new Tory england	9
Manifeste intégraliste	13
Documents du Conseil de l'Europe	16
Livres reçus	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11